

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

pétrole - genève - europe

**NON AU
"diktat"
américain**

**zéro pointé pour
monsieur florenne**

par Gérard LECLERC

page 8

**louis philippe :
un témoignage
essentiel
sur la révolution**

par Arnaud FABRE

pages 4-5

la paix improbable de Genève

Emouvants, ces articles sur la conférence de Genève : ils se sont assis — ou presque — à la même table ! Ils se sont parlé ! Bien-tôt ils s'embrasseront ! Et quel brave homme, ce M. Kissinger ! Il a bien mérité son prix Nobel (à propos, combien de morts au Vietnam depuis le « cessez-le-feu » ?)

Sans doute devra-t-on déchanter. D'abord parce que cette conférence ne réunit pas tous les protagonistes : ni les Palestiniens, ni les Syriens qui refusent de participer à une négociation mal engagée.

Et, de fait, de quoi parle-t-on à Genève ? De l'accessoire, c'est-à-dire du désengagement des forces en présence sur le front égyptien. Quant à l'essentiel — retrait des territoires occupés, problème palestinien — il n'en est plus question depuis les discours d'ouverture de la conférence, le 21 décembre dernier. Des discours qui témoignent d'ailleurs de l'obstination israélienne à maintenir le statu quo et de sa volonté, du moins dans l'immédiat, de maintenir au Proche-Orient une situation de « ni guerre, ni paix ».

Ainsi, alors que le représentant égyptien se bornait à réclamer l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité, M. Eban a très clairement affirmé qu'il n'était pas question pour Israël de revenir aux anciennes lignes d'armistice de 1949-1967, qu'il n'était pas question d'envisager d'autre

Etat palestinien que la Jordanie et que l'annexion de Jérusalem était un fait désormais irréversible.

Positions « de départ » ? Elles témoignent au contraire d'une volonté sans cesse réaffirmée par les dirigeants israéliens, et d'une pratique sur le terrain qui ne laisse aucun doute quant à l'avenir. Déjà, en novembre 1973, M. Eban déclarait qu'« **il n'y aurait pas de paix aux conditions de la conférence d'Alger** » (à savoir : évacuation des territoires occupés et « **rétablissement du peuple palestinien dans la plénitude de ses droits nationaux** »). De même, sur le terrain, M. Yacov Tzur, président du **Fonds national juif**, a annoncé récemment le lancement d'un plan de soixante millions de dollars pour le développement des hauteurs du Golan qui, « **depuis la guerre du Kippour sont devenues la propriété permanente d'Israël** ». Il ne faut donc pas s'étonner que le ministre des Affaires étrangères d'Israël envisage des négociations pouvant durer « **six mois, un an, ou même davantage** ».

Sur de tels principes, et avec de telles méthodes, il est donc improbable que la paix puisse sortir toute pimpante de la cuisse de M. Kissinger. Tandis que les diplomates discuteront des détails du désengagement des troupes, Israël poursuivra en toute tranquillité le développement de son potentiel militaire et sa politique de coloni-

sation. Et, comme les Américains pendant la conférence de Paris sur le Vietnam, les Israéliens en bons disciples de Clausewitz, accompagneront les offensives ou répareront les défaites de leur diplomatie à coup de bombes et de prises de gages. Avec Damas tenant la place d'Hanoï et les Palestiniens jouant le rôle du Vietcong. En matière de cynisme diplomatique, de violences gratuites et d'exactions en tous genres, les Israéliens n'auront qu'à prendre des leçons à Washington. Si jamais ils en ont besoin.

Ce qui ne signifie pas qu'une telle politique soit toujours du goût de M. Kissinger qui cherche, de concert avec son collègue Gromyko, à établir au Proche-Orient un équilibre préservant les intérêts des deux hégémonies. Peut-être même, à force de roulardises et de tours de passe-passe, parviendra-t-il à obtenir quelques concessions de la part de l'Egypte et de la Jordanie. La paix n'en serait pas assurée pour autant. Car malgré la détente, l'entente et le poids respectif des deux « Grands », il leur sera difficile de faire taire les Palestiniens qui luttent pour leur existence, de ruiner la solidarité qui les entoure et de contraindre l'Etat d'Israël à moins d'outrance et de violence.

Bertrand RENOUVIN.

quelle barbarie ?

Aucune guerre n'est belle, assurément. Et quelle que soit son opinion sur le conflit israélo-arabe, nul n'aimerait être à la place du pilote israélien pourchassé par une fusée égyptienne ou du tankiste syrien prisonnier de son char en feu. Aussi est-il toujours équivoque de fonder une argumentation sur la comptabilité des massacres perpétrés par l'un ou l'autre camp. Il y a cependant, dans la guerre de propagande que se livrent les deux parties des outrances qui ne peuvent manquer d'être relevées, surtout lorsqu'elles sont prises pour argent comptant par une partie de la presse française.

Ainsi l'affaire des prisonniers israéliens en Syrie, qui défraie la chronique depuis des semaines. On a dit que ces soldats avaient été tués ou torturés. Pourtant, un récent reportage de **Paris-Match** (1) nous en montre quelques-uns, soignés dans des hôpitaux ou en bonne santé dans un local militaire de Damas. Leur nom et leur matricule sont indiqués, ce qui reconfortera quelques familles israéliennes. Beaucoup d'autres sont encore dans l'angoisse, et il serait évidemment souhaitable que le gouvernement syrien consente à livrer les noms des soldats qu'il détient.

Que ne le fait-il sans tarder ? C'est que ce refus est le seul moyen dont il dispose pour contraindre Israël à se conformer aux lois de la guerre. Des lois qu'il refuse publiquement

d'appliquer. Des lois qu'il viole chaque jour sur le terrain.

C'est ainsi que, le 19 novembre 1973, un représentant d'Israël aux Nations Unies a explicitement refusé d'appliquer la IV^e Convention de Genève sur la protection de la population civile et de ses biens dans les territoires occupés. Cette position a été scrupuleusement appliquée sur le terrain puisque l'armée israélienne a chassé 130.000 Syriens du Golan en 1967. Il s'y ajoute à présent 15.000 personnes expulsées des territoires récemment conquis sur la Syrie par Israël. On dira que ces 145.000 personnes ont choisi l'exil. Curieux choix que celui dicté par la terreur : dans le village de Beit Jinn par exemple, les Israéliens ont massacré trente civils (notables, femmes et enfants) devant toute la population réunie, en la menaçant du même sort si elle ne s'enfuyait pas.

On ne doit pas oublier non plus que les pilotes israéliens ont jeté sur des objectifs civils des bombes à retardement et à fragmentation, qui ont provoqué la mort de deux mille Syriens : autre violation des conventions de Genève, à quoi s'ajoutent de nombreux actes de barbarie relevés par les correspondants de presse travaillant sur les théâtres d'opérations. Par exemple, un correspondant du **Monde** a rapporté, selon le propre témoignage d'un soldat israélien, que des prisonniers syriens avaient été

utilisés comme détecteurs de mines dans les combats du mont Hermon. Et des journaux belges ont révélé que des prélèvements de tympan avaient été effectués sur des prisonniers arabes.

De son côté, Tel Aviv s'est empressé de diffuser des informations relatives à l'exécution d'une centaine de prisonniers israéliens. Le malheur est que le Comité International de la Croix-Rouge a catégoriquement démenti ces assertions... et s'est vu refuser l'accès aux territoires occupés pendant la guerre d'octobre.

De tels faits éclairent, sans la justifier, l'attitude de Damas dans l'affaire des prisonniers israéliens. Ils disqualifient, en tout cas, un Etat israélien censé représenter au Proche-Orient les valeurs de la civilisation occidentale.

B. LA RICHARDAIS.

(1) *Paris Match* qui pratique, quant au conflit israélo-arabe, une remarquable politique d'équilibre, sans doute rentable sur le plan financier : le numéro du 5 janvier contenait en effet un article de Pierre Démeron dénonçant les exactions et les mensonges israéliens, une homélie bénisseuse à souhait sur la conférence de Genève et un conte de Jean Cau où il est question d'un Cheik arabe qui a 365 femmes, mange avec ses doigts et « sent le mouton ». Mais mieux vaut manger avec ses doigts que manier la plume avec une attristante lourdeur. Mieux vaut sentir le mouton que puer la bêtise. Et mieux vaut entretenir 365 femmes que vivre grassement de l'exploitation du racisme.

ah, le brave homme !

Le temps des vœux serait-il aussi le temps des aveux ? Recevant le corps diplomatique à l'occasion de la nouvelle année, M. Pompidou s'est livré — c'est la moindre des choses — à quelques réflexions sur la situation politique : « Nous sommes entrés dans l'ère des incertitudes. Plus que jamais, il me semble essentiel et utile à dire que les nations, pas plus que les individus, n'ont su s'adapter à la révolution technique et scientifique ni la dominer. Cette révolution est source de progrès stupéfiants, mais aussi d'aveuglement et de démesure, source d'envie aujourd'hui pour beaucoup, de perte peut-être pour tous. »

Ah, le brave homme ! Quel sens

aigu de l'irresponsabilité et quel art supérieur d'arrondir son personnage jusqu'au zéro ! M. Pompidou serait-il un fantôme, un pur esprit ? Aurait-il oublié qu'il préside aux destinées du pays depuis 1962, comme Premier ministre puis comme Président ?

Aveuglement, démesure : Paris défigurée, la Tour Montparnasse, la voie-express rive gauche, les transports en commun qui vous « roulent », les villes nouvelles, la pollution, le carcan centralisateur et technocratique, la dégradation de la qualité de la vie... ?

A qui la faute ? Avec un humour noir, M. Pompidou répond : aux nations, aux individus. Pourquoi pas aux quatre éléments, à la pluie, au ciel,

au soleil, puisque tout se passe comme si les dirigeants n'existaient pas, et que tout ce qui nous arrive n'avait aucun rapport avec les milliers de lois et décrets portant la signature du chef de l'Etat...

Dans un même temps et répondant aux journalistes, M. Pompidou propose de créer « un prix d'imagination destiné aux critiques et commentateurs » ? Probablement pour compenser les carences essentielles du pouvoir dans ce domaine !

Empressons-nous de sortir de « l'ère des incertitudes » et de l'indécision en renvoyant M. Pompidou cultiver son jardin !

Avec tous nos vœux, Monsieur le Président !

N.A.F.

us go home

D'après *Le Monde* des 6-7 janvier, entre 700 et 1.200 « Marines » américains ont débarqué le 2 janvier à Toulon pour participer à un entraînement au camp de Canjuers.

Ces unités appartiennent à la X^e Division amphibie, embarquée à bord de la VI^e Flotte américaine qui croise en méditerranée. Outre son rôle de contrepoids à la présence maritime soviétique, la mission de cette flotte est de défendre les intérêts des Etats-Unis en Méditerranée et de soutenir les Etats qui leur sont inféodés (Israël en particulier). La présence d'unités amphibies atteste que les Etats-Unis n'hésiteraient pas à procéder à des débarquements de troupes dans les pays du Proche-Orient (comme au Liban en 1958).

Il est donc scandaleux que le gouvernement français en violation des accords qu'il a signés, autorise des manœuvres de « Marines » sur le territoire national, puisque ces troupes sont

l'instrument d'une politique radicalement différente de celle que la République pompidolienne affirme mener au Proche-Orient.

Voilà qui confirme un glissement atlantiste que nous avons dénoncé à plusieurs reprises, et que l'affaire de Canjuers illustre de manière particulièrement frappante. A quand l'installation de bases américaines en France ? A quand la réintégration de notre pays dans l'OTAN ? Dès aujourd'hui, il importe que les Français du Var et du Haut-Var manifestent clairement leur volonté de s'opposer à une telle présence qui risque fort de devenir permanente.

menaces américaines

M. Kissinger a été déclaré par *Le Point* « homme de l'année » (notre confrère copie donc la revue américaine *Time*). C'est aussi un prix Nobel de la Paix. Un homme absolument mer-

veilleux, ce cher Henri ! Mais cet illusionniste de la diplomatie, qui fait rêver toutes les midgettes de la politique, sait également parler le langage simple de l'impérialisme : son discours à la « société des pèlerins » est encore dans toutes les mémoires.

Voici qu'il récidive aujourd'hui, sur le plan de la politique énergétique. En « conseillant » aux pays producteurs de pétrole de modérer leurs hausses de tarifs. Et en avertissant les pays consommateurs qu'ils créeraient « une situation catastrophique pour tout le monde » s'ils se livraient « à une concurrence effrénée » pour assurer leurs approvisionnements.

Ce qui signifie en clair que M. Kissinger n'est pas content du tout de la politique d'accords bilatéraux menée par certains pays, dont la France. Ce qui signifie aussi que M. Kissinger ne conçoit pas d'autre politique énergétique que celle dictée par les Etats-Unis, les pays « occidentaux » étant sommés d'obéir au doigt et à l'œil aux décisions de Washington.

On espère que la France répondra comme il se doit à ce nouveau diktat et renoncera à signer au printemps prochain une « déclaration atlantique » qui déboucherait, à terme, sur la réintégration de la France dans le bloc américain.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

mémoires de louis-philippe (1773-1793)

un témoignage essentiel sur la

Au-delà d'un témoignage historique vise à démystifier aussi bien une « contre-révolution étrangère au génie de la France »

La Révolution française a suscité une abondante littérature historique qui a malheureusement trop souvent été inspirée par l'esprit partisan. C'est ainsi qu'à l'extrême-droite, Bernard Fay (« La grande Révolution ») l'a réduite à un roman policier dans lequel une mafia organisée, maçonnique et orléaniste, a tout ourdi, tout prévu, tout organisé. C'est ainsi qu'à l'extrême-gauche l'historien bas-marxiste Soboul s'est efforcé, dans la lignée de Georges Lefebvre, le talent en moins, de la réduire aux schémas primaires de la lutte de classes.

Raison de plus pour apprécier à sa juste valeur la parution du premier tome des **Mémoires de Louis-Philippe** (1773-1793). L'auteur, témoin et (très subsidiairement) acteur de la Révolution, engagé mais armé de ce sens critique voire de ce léger scepticisme qui lui évite de tomber dans les travers du partisan, nous fournit un

véritable reportage « en direct » sur les causes et le déroulement du phénomène révolutionnaire. Il dissipe, de la sorte, un certain nombre de mythes tenaces sur cette période.

COMLOT OU LAME DE FOND ?

Louis-Philippe s'en prend d'abord avec vigueur au thème classique du « complot ». La piété filiale aidant, il prononce un plaidoyer éloquent pour son père le duc d'Orléans et fait ressortir que loin d'être le « deus ex machina » de la Révolution il a toujours été un homme seul. Dès avant la Révolution, des revers de fortune lui interdisent d'être le bailleur de fonds municipal pour les clubs démocrates tel qu'on l'a dépeint dans les milieux de la Cour. En outre la suppression de ses apanages par la Constituante et le non-paiement de la rente apanagère de remplacement qu'elle avait prévue ne font que dégrader sa situation financière à partir de 1789. Par-dessus tout sa position de chef de la branche cadette le faisait soupçonner aussi bien des républicains que de la Cour, également enclins à voir en lui un prétendant possible au trône.

Comme l'écrit Louis-Philippe « Dans les trois premières années de la Révolution, il n'y avait guère que deux projets : l'un celui de ramener le Roi à un système constitutionnel et de l'y soutenir ; l'autre celui de démontrer l'impossibilité de rendre le Roi sincèrement constitutionnel et de mener à l'établissement de la République par la démonstration de cette impossibilité. Or il est clair que la coopération du duc d'Orléans était inutile pour l'exécution de ces deux projets, et qu'elle exposait ceux qui y travaillaient au danger que leurs vœux fussent dénaturés par le soupçon de tendre à le porter au trône ; et c'est ce qui faisait que plusieurs des partis favorables à la Révolution, assistaient la Cour dans son hostilité contre lui, tandis que ceux que la conviction de l'injustice de cette hostilité empêchait d'y participer, se bornaient à éviter de prononcer son nom ».

Face à la thèse simpliste du complot, Louis-Philippe indique avec bonheur les causes réelles de la Révolution : un grand courant d'opinion préparé et développé par « presque tous les écrivains du règne de Louis XV » à commencer par Voltaire et Rousseau. Ce courant d'idées a bénéficié de l'extraordinaire engouement pour toutes les nouveautés qui caractérise les « élites » au XVIII^e siècle.

Louis-Philippe nous donne un bon exemple de cet engouement avec Mme de Genlis qui dirigea son éducation : ne donnait-elle pas à méditer aux princes d'Orléans une lettre de Rousseau où il parle du « malheur d'être né prince » ? De façon générale d'ailleurs, les Grands, réduits à l'oisiveté dorée par Louis XIV se réfugient dans l'immoralité, l'hédonisme effréné, la fuite de leurs responsabilités, alors que dans le même temps, les lettrés qu'ils adulaient les désignaient

à l'opinion comme des parasites inutiles. C'est ainsi que le « courant démocratique » acquit son maximum de force. Louis-Philippe souligne non sans pertinence qu'il « avait à beaucoup d'égards les caractères d'une religion nouvelle ».

Cette religion nouvelle avait ses pontifes qui maintenaient l'opinion en haleine. Et Louis-Philippe, s'il rejette la thèse du complot, n'en reconnaît pas moins le rôle des sociétés de pensées à la fois conséquence et cause du phénomène révolutionnaire. Il montre avec lucidité comment l'Assemblée constituante, velléitaire et divisée, est entraînée par le club des Jacobins qui lui sert de tribune du peuple. Les Jacobins à leur tour avaient leur propre « tribune du peuple » en l'occurrence le club des Cordeliers.

Finalement la Monarchie fut balayée parce qu'elle ne sut ni susciter un contre-courant aussi fort ni canaliser à son profit, en faisant à temps les réformes nécessaires, une partie du courant révolutionnaire.

LES EMIGRES DE L'ETERNELLE EXTREME-DROITE

Il est vrai que l'entourage de Louis XVI ne l'aidait guère à lutter contre la Révolution. L'égoïsme des gens de Cour s'était manifesté avant la Révolution par leur refus de toute réforme. 89 leur donna l'occasion d'étaler leur lâcheté et surtout leur bêtise.

Lâcheté : par milliers les nobles désertèrent les postes qu'ils occupaient pour s'enfuir à l'étranger. C'était la meilleure manière de desservir le Roi en le privant de tout point d'appui dans le royaume. Sous prétexte qu'il était déshonorant d'accepter des emplois sous le nouveau Régime, on les abandonnait, dans l'armée notamment, à des partisans déterminés de la Révolution.

Bêtise : lesdits émigrés se souciaient fort peu d'analyser les mécanismes de la Révolution. Alors que Louis-Philippe adhéra au club des Jacobins pour connaître le maniement des Assemblées, les émigrés refusaient systématiquement de s'informer. Ils préféraient se réfugier dans l'idée que « tout cela ne pouvait pas durer ». D'ailleurs l'appui de l'étranger suffirait largement à détruire rapidement la Révolution. Comme on comprend le jugement sévère de Louis-Philippe : « Ils auraient dû chercher à entraver la marche de la Révolution, en profitant des fautes et des maladroites de leurs adversaires. Ils auraient dû s'efforcer de ramener le peuple par des concessions mais leur confiance aveugle dans l'appui qu'ils attendaient du dehors, leur faisait dédaigner tous les moyens d'agir par l'intérieur et de se procurer l'appui d'une partie de la nation ».

Le recours forcené des émigrés à l'étranger mit Louis XVI dans un cruel embarras. Louis-Philippe montre comment il multiplia les appels aux émigrés pour les décider à rentrer en

sélection 73

IPN-Diffusion vous présente sa sélection des meilleurs livres « politiques » parus pour la plupart cette année.

- Mémoires de Louis-Philippe**
(Préface du Comte de Paris)
Ed. Lib. Académique Perrin
840 p. 42 F (franco 45)
- Le Système Pompidou**
par Gilles Martinet
Ed. du Seuil - 190 p. 32 F (franco 35)
- Paris et le désert français**
par Jean-François Gravier
Ed. Flammarion - 280 p. ... 29 F (franco 32)
- Ontologie du secret**
par Pierre Boutang
Ed. P.U.F. - 530 p. 52 F (franco 55)
- Le Projet royaliste**
par Bertrand Renouvin
Ed. I.P.N. - 140 p. 15 F (franco 18)
- André Malraux - une vie dans un siècle**
par Jean Lacouture
Ed. du Seuil - 450 p. 39 F (franco 42)
- L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime**
par Philippe Ariès
Ed. du Seuil - 500 p. 40 F (franco 43)
- La nuit finira**
(mémoires de Résistance 40-45)
par Henri Frenay
Ed. Robert Laffont - 628 p. 38 F (franco 41)
- Quand la Chine s'éveillera...**
par Alain Peyrefitte
Ed. Fayard - 512 p. 40 F (franco 43)
- La politique arabe de la France**
par Paul Balta et Claudine Rulleau
Ed. Sindbad - 290 p. 33 F (franco 36)

Adressez vos commandes à IPN-DIFFUSION
B.P. 558-75026 Paris Cédex 01 accompagnées
du règlement (C.C.P. La Source 33-537-41).

révolution

ntelligent, la publication des « mémoires » révolution » extérieure aux Français qu'une

France puis les adjurations aux souverains étrangers pour les dissuader d'écouter les émigrés à commencer par ses frères les comtes d'Artois et de Provence. Mais les émigrés, partant du principe que le Roi était prisonnier, passaient outre aux consignes du Roi. Le plus grave est qu'ils avaient davantage d'influence sur les Cours étrangères que l'infortuné Louis XVI. Le résultat fut qu'à partir de 1791 la menace d'intervention étrangère liée à la Contre-Révolution se précisa et que l'opinion française entendant les princes émigrés parler abusivement au nom du Roi, fut persuadée qu'il avait partie liée avec l'étranger. Or ceci est inexact. Le jeu de Louis XVI était bien plus subtil : il s'agissait pour lui d'utiliser la menace d'une intervention étrangère pour réfréner les révolutionnaires extrémistes tout en évitant celle-ci. Une lettre de Marie-Antoinette à Catherine II résume bien cet état d'esprit : « Un peu de constance et de patience nous mènera à notre but dans l'intérieur mais pour cela, il faut au dehors une force imposante qui ne peut être motivée sans danger, que par un congrès armé qui RETENANT LES PRINCES D'UN COTÉ, EN IMPOSE AUX FACTIEUX DE L'AUTRE ET DONNE AUX GENS MODÉRÉS DE TOUS LES COTÉS, UN MOYEN DE FORCE ET UN POINT DE RÉUNION. »

Après Varennes, il est possible que Louis XVI de plus en plus isolé et en butte aux empiétements de l'Assemblée législative sur son pouvoir — soulignés par Louis-Philippe — n'ait vu à son tour que l'intervention étrangère comme recours. Ceci expliquerait sa mollesse à préparer la guerre contre l'Autriche. Mais l'écrasante responsabilité de cette évolution repose sur les émigrés.

En tout cas le portrait de ces derniers tel que le dresse Louis-Philippe est d'une étonnante modernité. En le lisant on pense à ces conservateurs aigris des années trente qui pensaient qu'Hitler les sauverait du communisme, à l'extrême-droite atlantiste qui en appelle aux U.S.A. contre les « gaullo-communistes » ou aux intégristes à moitié cinglés qui rejetant avec horreur le monde contemporain, condamnent en bloc les Français et attendent avec délectation « le grand châtement ».

LUCIDITE ET ILLUSIONS

Le témoignage de Louis-Philippe est précieux par les renseignements qu'il donne sur les acteurs de la Révolution. Mais il est également intéressant dans la mesure où il dépeint la mentalité de celui qui sera roi des Français de 1830 à 1848. Cet état d'esprit est fait d'un mélange de lucidité en ce qui concerne les processus de la Révolution et d'illusions en ce qui concerne les réformes qui étaient à faire. Visiblement le fils de Philippe-Egalité a été atteint par l'anglomanie qui sévissait alors.

Il parle des « admirables institutions » de l'Angleterre sans voir que ces institutions tiennent à des circonstances historiques particulières et

ne sont pas transposables en France. De même il dénonce le « despotisme ministériel » de la réforme Maupeou sans se rendre compte que les Parlements qu'elle brisait, loin de représenter les libertés de la nation, n'incarnaient plus que leurs propres intérêts.

Il critique les assemblées révolutionnaires mais pour leur opposer le mythe de la chambre haute qui est à même de corriger les excès de l'Assemblée élue au suffrage direct. On sent déjà dans ces mémoires écrits entre 1802 et 1810 se former la pensée politique du futur chef de la Monarchie de Juillet. Or l'expérience a condamné ce type de régime qui ne résolvait pas plus en 1848 qu'en 1792 ou 1830 la contradiction entre un exécutif royal et une assemblée dotée du pouvoir législatif. L'histoire du règne de Louis-Philippe montre en outre qu'à côté de cette dangereuse modification au système institutionnel de l'ancienne France il y avait toute une révolution nécessaire qui n'a pas été faite alors pas plus qu'elle ne le fut de 1789 à 1792. Elle aurait consisté à rénover l'organisation locale française au lieu de la remplacer par un système artificiel et bientôt centralisé ; elle aurait refondu et modernisé les corporations dans le même temps qu'étaient supprimés les privilèges abusifs afin d'établir dans la nation la bourgeoisie puis la classe ouvrière au lieu d'atomiser la société en une poussière d'individualités dominées par l'Argent.

Ces lacunes de la pensée de Louis-Philippe

sont d'ailleurs relevées implicitement dans la préface rédigée par Mgr le Comte de Paris lorsqu'il écrit « On emprunta à d'autres époques, à d'autres civilisations, des lois opposées à nos traditions humanistes et chrétiennes qui rendirent les Français ingouvernables aussi longtemps que les plus malheureux d'entre eux n'eurent pas d'eux-mêmes, et comme ils purent, porté quelque remède à l'injustice et à la tyrannie de la société qui leur avait été imposée. Et nous voyons bien aujourd'hui que cette lutte, loin d'être terminée sera menée jusqu'à son terme ».

UN ACTE POLITIQUE

En lisant ce texte on peut d'ailleurs se demander si Mgr le Comte de Paris n'a pas voulu faire un acte politique en publiant les mémoires de son aïeul, qui condamnent les errements de la contre-révolution et en y ajoutant une préface qui analyse sans complaisance les faiblesses du système politique contemporain. N'est-ce pas une façon d'annoncer aux Français qu'il est prêt à reprendre avec eux selon le mot du comte de Chambord « le grand mouvement de 89 », ce mouvement qui aurait pu être salvateur mais fut perverti par l'aveuglement des uns, l'idéologie des autres ?

Arnaud FABRE.

un portrait inédit de charles maurras

Dante, vous connaissez ? Et connaissez-vous un portrait de Maurras qui soit autre chose que l'image d'Épinal figée par des disciples naïfs ou l'odieuse caricature pieusement entretenue par des adversaires rancuniers ?

Dans un parallèle saisissant entre Maurras et Dante (1), Gérard Leclerc tente de percer le secret de Maurras à travers les affinités de ces deux êtres prodigieusement vivants, tous deux pétris de passions, à la fois poètes de l'amour et profondément engagés dans les luttes politiques de leur temps, habités par le sentiment de l'infini et s'interrogeant sans cesse sur le moteur du monde.

Mais Dante, fils du moyen âge chrétien, accepte les certitudes de sa foi. Maurras, lui, fils du XIX^e siècle scientifique, reste profondément déchiré et angoissé devant le mystère du mal, devant le chaos et la démesure toujours présents au cœur de l'homme. Sortira-t-il de son scepticisme ? Retrouvera-t-il l'espérance ?

Ce « portrait inédit » n'est pas seulement une démolition des images « saint-sulpiciennes » sans rapport avec la vie ni l'œuvre de Maurras. Il constitue une excellente introduction à des textes fondamentaux (le « Conseil de Dante », bien sûr, mais aussi le « Colloque des morts », la « Balance intérieure », le « Mont de Saturne » ou « les Amants de Venise... ») en même temps qu'un appel à la vie militante, à « l'idée juste obéie héroïquement ». Car ce n'est pas le moindre des mérites de ce texte que d'apporter des clés pour associer dans un même souci sa vie personnelle et l'engagement civique.

N'hésitez pas à vous offrir ou à faire connaître cette nouvelle cassette d'IPN-Diffusion. C'est un placement sûr !

M. G.

(1) Cassette enregistrée aux « mercredis de la NAF » et disponible au prix suivant : 1 exemplaire 23,50 F (franco 25) ; 3 exemplaires 60 F (franco 64) ; 5 exemplaires 90 F (franco 94).

Adresser la commande à IPN-DIFFUSION - B.P. 558-75 026 Paris Cédex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41. Titre : Un portrait inédit de Charles Maurras.

Vers un fonds national de développement de l'énergie

La levée — encore partielle — de l'embargo coïncide maintenant avec une hausse des prix attendue, mais dont l'ampleur inquiète. Du pétrole à 18 dollars le baril paraissait inimaginable il y a quelques mois... Tout au moins pour tous ceux qui, incapables d'imagination, n'ont su ni prévoir, ni préparer un tel bouleversement du marché pétrolier, se contentant de vivre au jour le jour.

Peut-on alors espérer que ce choc salutaire servira d'enseignement ?

En France, la récente nomination d'un **délégué général pour l'énergie** laisserait augurer d'une volonté nouvelle de dominer les problèmes énergétiques si l'on ne se souvenait qu'un « ministre de l'Environnement » fut nommé lui aussi dans une ambiance semblable et que bien peu de choses sont à mettre aujourd'hui à son actif. Il est vrai qu'en s'octroyant par décret presque tous les pouvoirs de décision en ce qui concerne la répartition des ressources, le gouvernement semble résolu à prendre ses responsabilités.

Pourtant la pénurie, ou tout au moins le rationnement, n'est pas l'aspect le plus inquiétant de la crise pétrolière. La hausse des prix pétroliers

est plus lourde de conséquences. Son ampleur frappe une économie déjà bien fragile et malade d'une inflation structurelle.

Prenons comme hypothèse que les compagnies pétrolières fassent tout pour conserver une marge stable, et elles y réussiraient sinon immédiatement du moins progressivement étant encore en position de force du fait de leur taille et de leur expérience.

Dans ce cas la hausse du « brut » devrait se répercuter intégralement sur les prix de reprises ex-raffineries. Les hausses consécutives de l'électricité entraîneraient une forte augmentation des coûts pour l'ensemble du secteur industriel. L'inflation est loin d'être jugulée. Elle est inévitable. Or, M. Pompidou a promis aux Français, dans ses vœux du nouvel an, la garantie du maintien du pouvoir d'achat.

Un langage plus réaliste eût été nécessaire ; la dégradation du pouvoir d'achat paraîtra bientôt fort insignifiante devant les menaces de chômage que nous réserve 1974.

Que faire ? La marge de manœuvre est étroite. Alors pourquoi ne pas profiter de la situation pour prendre des options audacieuses ? Par exemple, un projet très simple pourrait être facilement appliqué si toute démagogie était bannie

de la politique actuelle. Toute hausse des prix pétroliers ex-raffineries devrait être intégralement répercutée sur certains prix à la consommation, comme celui de l'essence. Une augmentation importante des recettes fiscales de l'Etat en serait la conséquence pratique.

Nous demandons alors que toute recette fiscale supplémentaire due à la hausse des prix pétroliers soit directement et immédiatement affectée à un Fonds National de Développement de l'Energie. Le Fonds aurait pour objet essentiel de faire des prêts pour la mise en œuvre de techniques nouvelles pour la conservation de l'énergie actuelle et le développement des sources d'énergie potentielles.

Un tel organisme, réunissant en son sein des représentants de tous les secteurs économiques, des délégués de l'industrie pétrolière comme des membres d'associations de consommateurs, des syndicalistes et des économistes, deviendrait la pièce maîtresse d'une audacieuse politique de l'énergie.

Audace, imagination, créativité, ce sont des termes que semblent ne pas connaître nos dirigeants actuels !

P. D'AYMERIES.

comores : l'engrenage

Un an après le vote émis par l'Assemblée des Comores en vue d'engager les pourparlers préliminaires à une éventuelle indépendance, on ne saurait dire que les tensions locales se soient apaisées, bien au contraire. Pouvaient-ils en être autrement d'ailleurs ? Mois après mois on a assisté à une succession d'événements et de prises de position qui ne laissent guère présager un avenir politique de toute tranquillité :

— Juin : Le ministre des D.O.M. et T.O.M. déclare officiellement que les Comores accèderont à l'indépendance dans un délai maximum de cinq ans.

— Août : Le responsable du Mouvement Mahorais, formation majoritaire à Mayotte, est arrêté pour avoir organisé des manifestations contre la politique indépendantiste.

— Septembre : Voyage de M. Stasi aux Comores. Confirmation du reniement de la parole donnée par le Gouvernement de Paris en ce qui concerne le décompte des résultats du futur référendum.

Nouvelles manifestations pro-françaises.

— Décembre : La Commission des « territoires non autonomes » de l'O.N.U. demande à la France de permettre au comité spécial de décolonisation d'envoyer sur place une « mission de visite ».

Aux Comores, l'Assemblée poursuit sa politique de fuite en avant et adopte une résolution ramenant de cinq à deux ans le délai fixé pour la déclaration d'indépendance. Les sept députés pro-français refusent de siéger lors du vote tandis que trois autres élus s'abstiennent.

Près de trois cents lycéens attaquent les bâtiments administratifs de Moroni, chef-lieu du T.O.M. Un arrêté préfectoral interdit les attroupements sur la voie publique.

En métropole, le silence le plus complet est de rigueur. Les uns trouvent superflu de conserver un territoire « qui nous coûte de l'argent », oubliant à la fois le rôle irremplaçable que jouent les D.O.M. et T.O.M. au sein de la communauté française et qu'il est pour le moins absurde de parler en termes de bilans financiers entre membres d'une même nation. Les autres préfèrent tourner leurs regards vers des horizons plus « intéressants ». Et tant pis si demain se reproduisent aux Comores les massacres qui eurent lieu à Zanzibar en 1963, comme le craignent déjà les minorités arabes de « l'archipel aux parfums ». Que l'unité territoriale et humaine de la France se trouve une nouvelle fois compromise, qu'importe !

Combien le Prince(1) avait raison lorsqu'il écrivait que nous sommes encore « fort éloignés de cette unité si nécessaire : trop d'intérêts abusifs, d'idées reçues, concourent à rendre cette politique irréalisable avant longtemps. Pourtant, si nous avons le courage de l'accomplir, par le renouvellement moral, intellectuel, sociologique et politique qu'elle entraînerait, le rayonnement de la France dans le monde serait immense ; nous ouvririons ainsi une voie nouvelle qui serait pour beaucoup d'hommes et de peuples celle de l'espoir et du salut. »

J.A. MOURGUE.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

lisez "le projet royaliste"

les 5 millions atteints !

La souscription ça marche ! Ça marche même si bien que nous avons décidé de la poursuivre. Votre générosité, vos dons ne se tarissent pas et nous pouvons encore espérer beaucoup quand on reçoit des lettres comme celle-ci : « Vous trouverez jointe ma participation à la souscription de la N.A.F. Elle est modeste, mais n'hésitez pas à faire appel continuellement à vos lecteurs. Nous sommes plus nombreux que vous ne semblez le croire, ceux pour qui la N.A.F., malgré ses imperfections, est la seule tentative sérieuse et cohé-

Adressez vos dons en précisant « pour la souscription » à l'ordre de la N.A.F., C.C.P. 642-31 PARIS.

Dr Solas, 50 - Anonyme marché Lévis, 5 - Mme Benoît, 50 - J. Herneau, 550 - Anonyme Dijon, 15 - Contre l'Europe germano-américaine, 500 - Billotte, 50 - B. Lhote, 20 - V. Talus, 1.000 - M. Hovelacque, 30 - Ph. Vimeux, 50 - P. Rapatout, 40 - J. Degermont, 500 - J. Mace, 50 - Libérez la France de la tutelle américaine, 400 - Moucadet, 52 - Anonyme St-Germain, 20 - O. Thévenier, 77 - R. Fournier, 200 - Pour la libération nationale, 400 - Touvenot, 20 - J. Giraud, 100 - O. Raymond, 15 - P. Bailot, 500 - Anonyme Metz, 50 -

rente pour proposer quelque chose de nouveau. Si vous deviez disparaître, rien pour moi ne pourrait remplacer la N.A.F. »

Alors oui, nous poursuivons la souscription pour obtenir les moyens matériels d'une propagande accrue qui suscitera de nouvelles adhésions au Projet royaliste, pour démultiplier notre action trop souvent limitée par des soucis matériels. Les hommes et les dévouements existent. Il nous reste à leur donner les moyens d'agir.

Yvan AUMONT.

Lafforest, 200 - Y. Alexandrov, 30 - Garel, 30 - Anonyme Nancy, 400 - Chaminade, 100 - P. d'Aymeries, 45 - Y. Puchet, 500 - Beauvais, 50 - G.-M. Montpellier, 100 - Ozenne, 10 - A. Mercier, 100 - J. Tiers, 400 - De France, 50 - H. de Monneron, 50 - H. Spilmann, 50 - P. Breant, 550 - Isambert, 50 - H. Vergneres, 50 - Anonyme Vienne, 100 - Convaincu par le Projet royaliste, 900 - Guerry, 100 - Mlle Charpentier, 100 - Un élève-officier, 20 - R. Bataille, 100 - Vuillard, 15 - J.-C. Dumont, 20 F.

Total précédent	41.512 F
Total de cette liste	8.864 F
Total général	50.376 F

le projet royaliste

Tous les souscripteurs de l'édition courante doivent maintenant avoir reçu leur livre.

Les souscripteurs de l'édition originale ne recevront pas leur livre immédiatement et nous nous en excusons. Une malfaçon nous a contraints à renvoyer le tirage chez l'imprimeur.

La campagne de promotion du premier livre de la N.A.F. est maintenant lancée. Cet ouvrage n'est pas seulement destiné aux militants et aux sympathisants qui se doivent, bien sûr, de le posséder, mais encore aux simples curieux qui y trouveront les réponses aux questions que chacun se pose sur la N.A.F., ses positions, ses méthodes, ses analyses et ses buts.

— Conditions de vente :

1 exemplaire, prix : 15 F - franco : 18 F.
5 exemplaires, prix : 65 F - franco : 69 F.
10 exemplaires, prix : 100 F - franco : 105 F.
30 exemplaires, prix : 270 F - franco : 280 F.

Les commandes, accompagnées de leur règlement, doivent être adressées à I.P.N., B.P. 558 - 75026 PARIS Cédex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41.

AVIS IMPORTANT

La direction de la N.A.F. recherche une personne pour du travail de bureau (pratique de la dactylo demandée). Travail à mi-temps (4 heures le matin, 5 fois par semaine) rémunéré. Prendre contact rapidement avec Yvan Aumont.

les mercredis de la naf

Tous les quinze jours, nous convions les militants, les sympathisants et tous ceux qu'intéressent la réflexion et la recherche politique à assister aux « mercredis de la N.A.F. ».

Les réunions se tiennent, 12, rue du Renard, Paris-4^e, à 21 heures précises.

Programme du trimestre.

9 janvier : pour une charte d'action régionale par Arnaud Fabre.

23 janvier : la nation.

6 février : l'anthropolitique maurrasienne.

20 février : conférence-débat avec l'« invité » du trimestre. Le nom de cette personnalité sera donné dans la N.A.F. prochainement.

6 mars : l'Europe.

20 mars : les nouvelles utopies.

permanences

LYCEENS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h au local, 17, rue des Petits-Champs.

ETUDIANTS DE PARIS

Permanence tous les mercredis et les vendredis de 15 heures à 18 heures dans les locaux du journal.

PARIS (15^e) - CLAMART ISSY - VANVES

Permanence tous les vendredis à 21 h au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier (salle en sous-sol), (métro Convention).

PARIS (10^e) - (19^e) - (20^e)

Permanence tous les mardis à 21 h au café La Mandoline, 2, avenue Secrétan (métro Jaurès).

PARIS (8^e) - (17^e)

Réunion le mardi 15 janvier à 21 heures. Présence indispensable. Renseignement sur le lieu de la réunion en téléphonant au journal.

LYON

Permanence chaque semaine. Pour tous renseignements s'adresser à Mlle Catherine Girod, 24, avenue Vaubécour (tél. : 42-66-56).

MONTPELLIER

Pour tous renseignements écrire à M. Marc Vandesande, centre de propagande royaliste, 12, rue de l'Ancien-Courrier.

AVIGNON

Pour tous renseignements s'adresser à M. J.J. Boisserolle, B.P. 119 R.P. Avignon.

RENNES

Permanence des étudiants et lycéens chaque mercredi de 17 à 19 heures. Bibliothèque. Au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, entrée sous le porche).

BORDEAUX

Réunion le mercredi de 16 à 20 heures, permanence et cercle d'études. Permanence le vendredi de 18 h 30 à 20 heures. Réunions et permanences ont lieu au local, 59, quai des Chartrons.

n.a.f. sondage

Nous avons publié la semaine dernière un questionnaire à l'intention de nos lecteurs. Nous avons déjà reçu de très nombreuses réponses, mais pour que notre sondage soit significatif, il faut que le plus grand nombre de nos lecteurs participe à cette enquête. Si vous ne voulez pas découper votre journal, écrivez-nous, nous vous enverrons par retour de courrier un exemplaire du questionnaire. Ne tardez pas à nous répondre, nous souhaiterions pouvoir communiquer rapidement à nos lecteurs les résultats de ce sondage.

zéro pointé pour monsieur florenne !

« D'une œuvre capitale à la peine capitale : pour cette œuvre s'entend, pour ces idées, ces principes d'actions, ces espérances... » Puisque M. Florenne du *Monde diplomatique* affectionne les jeux de mots, on pourrait répliquer à son « exécution » de Maurras (en lui renvoyant la balle) : de l'incompréhension capitale au ridicule capital. Cela vous aurait un petit air de Péguy. Et si on avait la cruauté de continuer avec les armes de l'exécuteur capital, on pourrait ajouter que cette exécution n'empêchera pas l'auteur de l'*Avenir de l'Intelligence* de survivre à tous les folliculaires dont il ne subsiste même pas un sarcophage au musée de la pensée. Mais plutôt que de se servir de ces armes, c'est-à-dire de passer à pieds joints sur une œuvre sans vraiment y entrer, il me paraît préférable d'analyser les « arguments » dont use M. Florenne, comme autant d'implacables attendus pour une inexorable condamnation.

QUELQUES DETAILS

Passons rapidement sur quelques détails. M. Florenne reste perplexe devant « d'étonnantes formules » qui définissent l'*Etat français d'avant 1789* non seulement comme *communautaire mais aussi syndicaliste*. Sa perplexité eût été plus grande encore si l'auteur de *Trois idées politiques* avait gardé le *socialiste* de la première édition. Maurras pour un ordre communautaire et syndicaliste ? Cela lui paraît peut-être curieux, mais sa curiosité ne porte pas M. Florenne à creuser la question. Curieux critique !

C'est plus grave encore quand le superficiel le cède à la malhonnêteté. Accuser Maurras de *néantiser l'individu* au profit de l'intérêt public, quand ce dernier est défini comme la sauvegarde des personnes et des citoyens, voilà qui donne un bon exemple de parti pris (1).

Autre exemple : Maurras serait un nostalgique de la *cannonade et la fusillade bien appliquées*. Lorsqu'on est sérieux et honnête, on n'abstrait pas les phrases de leur contexte, surtout lorsqu'il s'agit en l'occurrence d'éviter à l'humanité les deuils incomparables qui suivirent et qui devaient suivre l'abdication de Charles X et de Louis-Philippe. M. Florenne est sans doute de ceux qui pensent que la canonnade et la fusillade ne se justifiaient pas en 1933 contre un dictateur qui provoquerait quelques années plus tard plusieurs millions de deuils. Préférerait-il les grands charniers ? Les intellectuels ont de ces nostalgies !

Dernière brouille, qui vient de la légèreté de notre critique, et non de l'objet de querelle qui est grave et continuera à peser longtemps sur nos destins. Traiter de la tragédie de la France occupée, des rapports de Gaulle-Maurras avec une telle désinvolture ! Cela ne vaut même pas discussion.

L'AVENIR DE L'INTELLIGENCE

Il reste l'essentiel, du moins ce qui aurait dû être l'essentiel. Cet Yves Florenne, qui fait la revue des revues au grave quotidien de la rue des Italiens et suit donc attentivement la vie des idées, leurs rapports avec la marche des temps, l'évolution des mœurs et des institutions, ce Florenne-là eût pu nous intéresser en discutant les vues de l'auteur de l'*Avenir de l'Intelligence*, de l'humaniste attentif à l'âme des civilisations, à la beauté des œuvres par

lesquelles l'homme s'éternise et à l'amour qui plus encore que le soleil et les étoiles meut l'histoire. Hélas ! Il n'a rigoureusement rien compris au petit livre génial dont il fait un résumé qui vaudrait un zéro pointé à tout candidat bachelier.

L'incompréhension, l'inintelligence sont si grandes, la sottise si pesante que l'on est en droit de se demander si M. Florenne a vraiment lu les textes dont il a l'audace de parler. Ainsi, il ignore totalement que l'analyse maurrassienne montre comment le triomphe de la République des lettres fut immédiatement suivi de sa chute vertigineuse. La roche tarpéienne après le Capitole ! Il ignore totalement comment Maurras explique l'asservissement de l'Intelligence à l'Or. Il a le culot de parler du *projet de bronze et de fer* que constituerait *Dictateur et Roi* dont il dut lire tout au plus dix lignes.

UN TISSU DE CONTRESENS

Le lecteur a ainsi l'impression que cet affreux Maurras rêvait d'un système dictatorial, répressif, centralisateur. Alors que c'est tout le contraire ! Alors que dans ce manifeste de 1899, le maître du royalisme français appelle à la libération des citoyens, des commerces et des régions de l'emprise tyrannique du *César Etat* et du *César Bureau*... L'incroyable critique du *Monde diplomatique* s'est bien gardé d'illustrer ce projet de bronze et de fer (1) !

Pour sa honte durable, nous citerons ce passage sur le programme maurrassien de décentralisation : « Ces vastes régions qui s'étendent autour de nos grandes villes... seront reconnues par la loi et délivrées du sectionnement départemental, qui est absurde et anarchique ; les territoires agglomérés autour de ces capitales naturelles obtiendront progressivement l'autonomie, en tout ce qui touche leurs affaires particulières, sans engager l'intérêt national ; de grands conseils provinciaux, sous le contrôle, supérieur mais éloigné, de l'Etat concourront au réveil et à la renaissance du corps entier de la patrie que la politique jacobine a diminué ».

Tout son programme de libération, Maurras l'expliquait en deux phrases essentielles : « Au résumé, le citoyen dans toute sa sphère où il est compétent et intéressé directement, dans tout ce qu'il a le pouvoir de connaître et donc de juger, est présentement un esclave. Le pouvoir royal lui rendra la disposition et la souveraineté de ce domaine qui lui fut arraché sans droit, sans utilité, et au péril même de la force de la patrie. » M. Florenne pense-t-il qu'il n'est rien là dedans qui intéresse l'avenir ? Si oui, il faut le plaindre.

De même, il fera bien rire s'il persiste à croire que le nationalisme est sans avenir en notre siècle. L'homme qui écrivait ce texte que nous allons citer nous paraît beaucoup plus informé des réalités de notre temps que le Florenne qui persiste à ignorer que le XX^e siècle est encore plus que le XIX^e le siècle des nations : « Bon ou mauvais, l'avenir est aux nations. Ce que le pâtre serbe, le laboureur bulgare, l'étudiant chinois, le jardinier-guerrier ottoman sont en train de vouloir, va pénétrer pour des siècles toutes les profondeurs de l'Afrique et de l'Asie, de sorte que ce qui ne sera pas fortement rassemblé et uni en corps de nation se trouve menacé d'être ruiné, massacré, effacé. » (2).

UNE MYOPIE CAPITALE

Pour ne découvrir que planète morte dans cette prodigieuse somme de culture, de vues historiques profondes et de prescience prophétique, le collaborateur du *Monde* n'a pu jeter sur elle qu'un regard vide, à moins que ce ne fût celui d'un intellectuel halluciné par ses propres obsessions au point d'être aveugle face à l'évidence la plus crue. Ou celui encore du schizophrène... (et ceci n'est plus diffamatoire depuis MM. Deleuze et Guattari !)

Car enfin, il doit bien y avoir une explication à cette capitale myopie, et à ces bévues capitales. Tout bien pesé, je crois avoir trouvé. Florenne écrit, et au fond ceci est sa seule objection sérieuse même si son expression demeure approximative et fantaisiste : « Maurras ne pouvait savoir ce que nous savons, mais peu importe, car il n'aurait pas voulu le savoir. Même plus tard (...) qu'a-t-il appris de la psychanalyse, par exemple, et des autres sciences de l'homme ? Sa science de l'homme est celle de Descartes et de La Bruyère. L'homme qu'il décrit est l'homme classique. Il n'est pas surprenant que la société et le système politique qu'il lui assigne soient ceux du dix-septième siècle. » La perfidie de ce texte n'apparaîtra pertinente qu'aux sots car la référence à Descartes est des plus douteuses et Pascal eût mieux convenu. Et d'ailleurs on ne voit guère pourquoi on se limiterait au dix-septième siècle, alors qu'il y a Homère, Sophocle, Dante, Goethe, Auguste Comte, et bien d'autres de tous les temps... Mais pour en parler, il faudrait les trois autres tomes des œuvres capitales. Espérons que Flammarion pensera de lire rééditer eux aussi. M. Florenne, s'il consentait à les lire vraiment, verrait peut-être que la science maurrassienne de l'homme est singulièrement plus complexe et riche qu'il ne croit.

A moins que pour lui la psychanalyse et les autres sciences de l'homme aient définitivement effacé cette « image ancienne ». Bien des cuistres le croient. L'un d'eux, il n'y a pas longtemps, reçut de Pierre Boutang une correction (morale) dont il se souviendra. Le malheureux ne prétendait-il pas que nous n'avions de connaissance vraie de l'homme que depuis environ quinze ans ?

Il serait évidemment ridicule d'ignorer ou de mépriser les apports des sciences de l'homme. Mais toute la question est de savoir s'il peut y avoir synthèse entre eux et la philosophie de l'homme de Dante ou de Maurras. Il n'est pas vrai que ce dernier dédaignait le monde de l'inconscient : « L'instinctif et l'inconscient sont à la base de la nature humaine » notait-il. Il n'admettait pas pour autant qu'ils résorbent toute la personnalité. C'est précisément de cela que nous sommes aujourd'hui menacés. Le rêve, l'instinct, le sexe sont censés constituer le tout de l'homme, qui au bout du compte se dissout dans des structures dépourvues de sens. Pour Maurras, le socle de l'instinctif et de l'inconscient ne sert que de terreau à l'épanouissement d'une personne libre et responsable. Voilà peut-être ce que lui reproche le plus vivement Florenne. On comprend alors que l'Intelligence soit pour lui sans avenir.

Mais nous qui avons appris du maître de Martigues que c'est l'homme qui était en question : l'homme même, l'homme politique et l'homme raisonnable, l'homme artiste et l'homme chanteur, savons qu'avec l'avenir de l'Intelligence se joue le sort de la plus indéfectible espérance.

Gérard LECLERC.

Charles Maurras : Œuvres capitales. Essais politiques - Flammarion.

Yves Florenne : Maurras : l'œuvre capitale. « Le Monde diplomatique », décembre 1973.

(1) « Sacrifions-nous l'individu ? Le Droit national ne sacrifie que ce qui tue l'individu en tuant ses facteurs ». Cf. Œuvres capitales - Essais politiques p. 507.

(2) Cf. Dans Essais politiques. Vingt-cinq ans de monarchisme qui date de 1924.